

L'enjeu : les partenariats public-privé (PPP)

Les partenariats public-privé (PPP) sont une forme de privatisation. Il s'agit d'arrangements entre le gouvernement et une entreprise privée qui permettent à cette dernière d'acquérir des infrastructures ou de fournir des biens ou des services qui étaient jusque-là entièrement publics. Les PPP peuvent prendre différentes formes, par exemple l'acquisition d'un établissement public par une entreprise privée ou encore, la conclusion d'ententes permettant à des intérêts privés de financer, de construire et d'exploiter des équipements publics.

On justifie les PPP en utilisant les mêmes arguments qu'on a invoqués pour crédibiliser la privatisation. Les promoteurs de PPP prétendent que ces arrangements réduisent le fardeau des contribuables et sont plus efficaces que la prestation publique.

La réalité est toute autre. L'expérience démontre que les PPP au Canada, en Australie et au Royaume-Uni ont régulièrement entraîné une hausse des coûts, une réduction des niveaux de services et l'érosion de l'obligation de rendre des comptes. Le fait de céder le contrôle à des intérêts privés se traduit souvent par l'augmentation des frais d'utilisation et le non-respect des objectifs des politiques publiques.

Pourquoi est-ce un enjeu?

Le gouvernement fédéral favorise depuis longtemps les PPP. Les précédents gouvernements libéraux ont financé des organisations comme le Conseil canadien des sociétés publiques-privées et Industrie Canada. Dès 2001, la ministre de l'Industrie, Lucienne Robillard, déclarait que son ministère voulait mettre en évidence les avantages des PPP et donner un coup de fouet à l'économie canadienne. À la suite de l'examen des dépenses lancé par le gouvernement Martin — et auquel a souscrit sans réserve le gouvernement Harper — on a recommandé que les ministères et les organismes examinent la possibilité de remplacer la prestation par l'État par des PPP lorsqu'ils évaluent le rapport coût-efficacité de leurs programmes.



En novembre dernier, le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lawrence Cannon, a annoncé que le gouvernement favorisera les PPP pour les routes, les ponts et d'autres équipements publics. Il a fait savoir que le gouvernement envisage de s'associer au secteur privé pour la conception, la construction, le financement et l'exploitation du nouveau passage frontalier Windsor-Detroit.

Le gouvernement a prévu une stratégie financière dans son budget 2007 pour ce nouveau passage frontalier. Le budget reflète aussi l'intention du gouvernement de favoriser les PPP en établissant un fonds national des partenariats public-privé ainsi qu'un bureau fédéral chargé de déterminer les possibilités de tels partenariats.

Le gouvernement a également annoncé un projet de PPP pour vendre certains de ses biens immobiliers de premier ordre. Il a mis en vente neuf immeubles de bureaux de grande valeur avec l'intention de les louer à bail par la suite.

L'enjeu : **les partenariats public-privé (PPP)**

C'est comme si une personne vendait sa maison, mais continuait de l'occuper comme locataire. Il sera considérablement plus coûteux pour les contribuables de louer ces immeubles que d'en être propriétaires comme c'est le cas actuellement. Néanmoins, ils ont été offerts à des investisseurs du privé qui veulent avant tout faire des profits.

Il y a de nombreux exemples de PPP au Canada et à l'étranger qui ont entraîné une hausse des coûts et une réduction des niveaux de services tout en générant d'énormes profits pour le secteur des entreprises. En voici quelques-uns :

- le pont de la Confédération de l'Île-du-Prince-Édouard, qualifié de PPP à succès, a coûté 45 millions de plus que prévu parce qu'il a été financé par le secteur privé;
- un PPP pour l'exploitation des installations de traitement de l'eau et des eaux usées à Hamilton, en Ontario, qui a engendré de nombreux problèmes, notamment le plus important déversement d'eaux usées de l'histoire dans le lac Ontario peu après une importante réduction des effectifs. La Ville a fini par reprendre l'exploitation des installations;
- en Grande-Bretagne, des hôpitaux financés par le privé ont coûté très cher et coûteront aux Britanniques encore 45 milliards de livres (plus de 96 milliards de dollars canadiens) au cours des trois prochaines décennies. On estime que les entrepreneurs privés réaliseront un rendement des investissements de 540 p. 100 sur des hôpitaux qui valent 8 milliards de livres (plus de 17 milliards de dollars canadiens).

La plupart des PPP transfèrent de l'argent — notre argent — au secteur privé, mais pas les risques connexes. En cas de difficultés, le gouvernement est toujours là pour réparer les dommages et est tenu de couvrir le coût des services garantis à la population.

En outre, presque tous les détails des PPP sont gardés secrets, car ils ne sont pas visés par la législation sur l'accès à l'information ni susceptibles de faire l'objet d'un examen du Vérificateur général.

Statistique Canada a récemment montré que chaque dollar investi dans des projets d'infrastructures publiques permet aux entreprises du pays d'économiser en moyenne 17 cents par année. Les projets du privé n'offrent pas un tel rendement. Il est indéniable qu'il est préférable que l'État soit le propriétaire et l'exploitant des infrastructures et le fournisseur des services. Pourtant, le gouvernement Harper continue de favoriser les PPP.

Prise de position des candidats et des partis politiques

Posez les questions suivantes à votre députée ou député et aux candidates et candidats aux élections :

L'enjeu : **les partenariats public-privé (PPP)**

Vous opposez-vous aux PPP et à d'autres formes de privatisation qui transfèrent des fonds publics à des entreprises privées, cherchant avant tout à limiter le plus possible leurs risques et à faire un profit?

Si votre parti est porté au pouvoir, s'engagera-t-il à :

- assurer la transparence et l'obligation de rendre des comptes pour tous les PPP?
- évaluer le rapport coût-efficacité de tous les PPP existants?
- stopper la vente des immeubles publics fédéraux?
- abandonner le projet de PPP pour le passage frontalier à Windsor?
- fermer le bureau fédéral de promotion des PPP?
- consacrer les fonds du fédéral aux services publics plutôt qu'aux PPP?